Ccommuniqué de l Association Départementale des Elus Communistes et Républicains de Seine-Saint-Denis, sur la ratification au mois d octobre prochain par le parlement, du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (T.S.C.G.). :

NON au Traité de stabilité européen !

Le gouvernement s apprête, dès le mois d octobre, à faire ratifier par le parlement le traité budgétaire européen, mis en place par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy. Ce traité est dangereux pour la souveraineté des Etats.

Plus grave, il gravera dans le marbre les politiques d austérité à l échelle de l ensemble de l union européenne, à l instar de ce qui est déjà appliqué en Grèce et qui le sera demain, à l Italie, à l Espagne ou au Portugal.

Outre, le fait de s appliquer aux pays membres, il impactera aussi les collectivités locales, dont les budgets sont déjà mis à mal, par la réforme des finances territoriales.

En incluant l adoption de l emblématique règle d or, qui interdira aux Etats de présenter des budgets avec des déficits publics supérieurs à 0,5 % de leur Produit Intérieur Brut, ce traité condamne la France à un régime d austérité durable tout en retirant au parlement comme aux citoyens un pan majeur de leur souveraineté.

Comme de nombreuses forces associatives et syndicales, l Association Départementale des Elus Communistes et Républicains de la Seine-Saint-Denis s oppose à la ratification de ce traité par la voie parlementaire et réclame l organisation d un référendum populaire comme le souhaitent d ailleurs, 72 % du peuple de France.

L A.D.E.C.R. 93 refuse la généralisation des politiques d austérité en Europe et réclame la mise en place d une autre logique économique, plus soucieuse du devenir et du bien-être des populations.

C est ainsi, qu elle contribuera à toute initiative visant à rejeter ce traité et à exiger l organisation d un référendum afin d écouter la voix du peuple.

Fait à Bobigny, le 10 septembre 2012

Copyright © Elunet.org, Portail de l'action des Elus et de la vie citoyenne